



Rio de Janeiro, Brésil
20-22 juin 2012

Ordre du jour provisoire annoté

Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du Président.
3. Adoption du règlement intérieur.
4. Adoption de l'ordre du jour.
5. Élection des autres membres du bureau.
6. Organisation des travaux, notamment constitution des organes subsidiaires, et autres questions d'organisation.
7. Pouvoirs des représentants à la Conférence :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
8. Débat général.
9. Rapports des tables rondes.
10. Résultats de la Conférence.
11. Adoption du rapport de la Conférence.
12. Clôture de la Conférence.

Annotations

1. Ouverture de la Conférence

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable s'ouvrira au centre de conférences Riocentro à Rio de Janeiro (Brésil) le mercredi 20 juin 2012. L'article 17 du projet de règlement intérieur provisoire (voir A/CONF.216/PC/4) dispose que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou, en son absence, tout membre du Secrétariat désigné par lui à cet effet, prononce l'ouverture de la première séance de la Conférence et préside jusqu'à ce que la Conférence ait élu son président.



Dans sa résolution 66/197, l'Assemblée générale a décidé qu'à la séance plénière d'ouverture, qui se tiendrait le mercredi 20 juin au matin, le Président du Conseil économique et social et les neuf grands groupes feraient des déclarations. À la cérémonie d'ouverture de la Conférence qui aura lieu le mercredi 20 juin après-midi, le Président de la Conférence, le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de la Conférence feront des déclarations.

2. Élection du Président

L'article 6 du projet de règlement intérieur provisoire prévoit que la Conférence élira un président parmi les représentants des États participants. L'article 44 dispose que toutes les élections ont lieu au scrutin secret à moins que, faute d'objections, la Conférence ne décide de ne pas procéder à un scrutin lorsqu'il y a consensus sur un candidat ou une liste.

3. Adoption du règlement intérieur

Au moment de la publication du présent document, les négociations sur le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence se poursuivent.

Documentation

Note du Secrétariat transmettant le règlement intérieur provisoire de la Conférence (à paraître sous la cote A/CONF.216/2)

4. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 18 du projet de règlement intérieur provisoire, à sa première séance, la Conférence adopte son ordre du jour, dont le projet tient lieu, jusqu'à son adoption, d'ordre du jour provisoire de la Conférence.

Documentation

Ordre du jour provisoire (A/CONF.216/1)

5. Élection des autres membres du bureau

L'élection des autres membres du bureau se tiendra conformément au règlement intérieur.

6. Organisation des travaux, notamment constitution des organes subsidiaires, et autres questions d'organisation

Dans sa résolution 64/236, l'Assemblée générale a décidé d'organiser, en 2012, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable au plus haut niveau possible, y compris celui des chefs d'État et de gouvernement ou d'autres représentants. Elle a décidé également qu'un comité préparatoire serait créé dans le cadre de la Commission du développement durable et chargé de préparer la Conférence.

Le 19 mai 2010, le Comité préparatoire a décidé d'incorporer le rapport des facilitateurs sur les travaux du Groupe de contact 1 dans le rapport sur les travaux de sa première session (voir A/CONF.216/PC/5, annexe II).

Dans sa résolution 66/197, l'Assemblée générale a décidé que la Conférence serait organisée conformément au plan d'organisation des travaux figurant à l'annexe II de la résolution.

Le règlement intérieur comprendra des dispositions sur l'organisation des travaux, notamment la constitution des organes subsidiaires, et d'autres questions d'organisation. La Conférence sera saisie d'une note du Secrétariat sur les questions d'organisation et de procédure, qui comprendra un projet de calendrier de ses travaux.

Documentation

Note du Secrétariat sur les questions d'organisation et de procédure
(A/CONF.216/3)

7. Pouvoirs des représentants à la Conférence

a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs

L'article 4 du projet de règlement intérieur provisoire prévoit qu'une commission de vérification des pouvoirs comprenant neuf membres sera nommée au début de la Conférence et que sa composition sera fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-sixième session.

b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

En application de l'article 4 du projet de règlement intérieur provisoire, la Commission de vérification des pouvoirs examine les pouvoirs des représentants et fait immédiatement rapport à la Conférence.

8. Débat général

Dans sa résolution 66/197, l'Assemblée générale a décidé que la liste des orateurs des séances plénières serait établie par tirage au sort, conformément au protocole habituel selon lequel les chefs d'État et de gouvernement parlent les premiers, suivis des autres chefs de délégation. Le Saint-Siège, en sa qualité d'État observateur, la Palestine, en sa qualité d'observateur, et l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, seront inscrits sur la liste des orateurs. La durée des déclarations sera limitée à cinq minutes.

L'article 20 du projet de règlement intérieur provisoire dispose que nul ne peut prendre la parole à la Conférence sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Président. Le Secrétariat est chargé d'établir la liste des orateurs.

9. Rapports des tables rondes

Dans sa résolution 66/197, l'Assemblée générale a décidé que la Conférence tiendrait, parallèlement aux séances plénières, quatre tables rondes de haut niveau, le mercredi 20 juin 2012, de 16 h 30 à 19 h 30, le jeudi 21 juin 2012, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, et le vendredi 22 juin 2012, de 10 heures à 13 heures. Les quatre tables rondes auront pour thème commun les perspectives de mise en œuvre des résultats attendus de la Conférence et se dérouleront selon les modalités suivantes :

a) Chaque table ronde de haut niveau aura deux coprésidents et un rapporteur désignés par le Président de la Conférence parmi les chefs d'État ou de

gouvernement et les ministres qui assisteront à la Conférence, conformément au principe de la répartition géographique équitable et compte tenu de l'appel à candidatures qui aura été adressé aux présidents des groupes régionaux. Les conclusions de chaque table ronde devront être consignées dans un résumé, établi par les rapporteurs, qui sera présenté à la séance plénière de clôture de la Conférence et repris dans le rapport final;

b) Les quatre tables rondes, qui seront interactives et regrouperont les diverses parties concernées, disposeront chacune de 70 places : jusqu'à 50 places pour les délégations et au moins 20 pour les autres participants (représentants des observateurs, des organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales accréditées, et des grands groupes). Les États Membres et les autres participants sont invités à se faire représenter aux tables rondes au plus haut rang possible. Les participants seront invités par le Secrétariat à s'inscrire à l'avance pour participer à l'une des tables rondes, compte tenu du nombre maximum de participants énoncé ci-dessus. La date d'ouverture des inscriptions sera annoncée dans le *Journal des Nations Unies*;

c) Les États, observateurs, organismes des Nations Unies ou autres organisations intergouvernementales accréditées ou représentants d'un grand groupe ne peuvent participer qu'à une table ronde. Chaque participant peut être accompagné par un conseiller;

d) La liste des participants à chaque table ronde sera publiée avant la réunion;

e) Les débats des tables rondes seront télévisés dans une salle annexe ouverte aux représentants de la presse et autres participants accrédités.

10. Résultats de la Conférence

Dans sa résolution 64/236, l'Assemblée générale a décidé que la Conférence donnerait lieu à un document politique ciblé. À sa deuxième session, en mars 2011, le Comité préparatoire a arrêté le processus d'établissement du projet de document final de la Conférence (voir A/CONF.216/PC/9). Dans sa résolution 66/197, l'Assemblée a encouragé vivement les États Membres à mener à bien les négociations sur le projet de document final lors de la troisième session du Comité préparatoire.

Documentation

Projet de résolution contenant le document final de la Conférence
(A/CONF.216/L._)

11. Adoption du rapport de la Conférence

La Conférence adoptera un rapport sur ses activités, dont le projet sera établi par son rapporteur général et qui lui sera présenté pour approbation.

Documentation

Projet de rapport de la Conférence (A/CONF.216/L._)

12. Clôture de la Conférence